

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 26/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANDS MOULINS DE PARIS

99 rue Mirabeau
94200 Ivry-sur-Seine

Références :
Code AIOT : 0006401570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2023 dans l'établissement GRANDS MOULINS DE PARIS implanté 13, Traverse Magnan 13003 Marseille. L'inspection a été annoncée le 24/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDS MOULINS DE PARIS
- 13, Traverse Magnan 13003 Marseille
- Code AIOT : 0006401570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Grands Moulins de Paris (GMP) exploite sur la commune de MARSEILLE 3, une unité de fabrication de farines (minoterie). L'usine est soumise au régime d'autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 3642 des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le site dispose d'un silo en béton pour lequel il est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Silos 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Vérification après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est très bien organisé pour les points contrôlés par l'Inspection des Installations Classées. Notamment, les plans de formation et la désignation des personnes responsables de l'exploitation sont formalisés. Des procédures d'exploitation indiquent les contrôles à effectuer en marche normale, en cas de dysfonctionnement et pour la remise en service ; et une démarche de réduction des risques est mise en place, notamment via les plans de prévention et les permis feu pour les entreprises extérieures, et la mise en place de 8 règles d'or applicables à tous. Le fonctionnement des équipements est asservi aux systèmes de dépoussiérage et les installations électriques sont conformes à la norme NF C 15-100 et sont contrôlées annuellement par un organisme compétent.

Le groupe a mis en place une démarche d'amélioration continue qui permet notamment à chaque site de s'auto-évaluer afin de mettre en place des actions mais également au groupe d'auditer chaque site à minima une fois par an.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
Constats : L'exploitant présente un référentiel Grands Moulins de Paris (GMP) édité chaque année pour tous les sites GMP en France. Ce référentiel reprend entre autres tous les points de sécurité que les sites doivent respecter (formation, maintenance etc). Chaque site GMP s'auto-évalue sur ce référentiel tous les ans ; ce qui donne une notation. Chaque site GMP est également audité au moins une fois par an par le groupe sur les critères de ce référentiel.
<p>Lors de l'inspection, le sujet de la formation a été regardé, notamment le tableau de suivi des formations et habilitations ainsi que le plan de formation prévu en 2023. En 2022, le site GMP Marseille a obtenu le résultat de 100% pour la formation incendie. L'exploitant présente également un guide de formation au poste sur lequel chaque collaborateur va être formé en 2023. L'exploitant présente également une vérification de la connaissance au poste faite via un audit par un ancien directeur d'un site GMP sur l'ensemble des sites de France. Cet audit se fait en suivant un canevas présenté lors de l'inspection et qui reprend différentes thématiques : connaître le fonctionnement technique, le principe de fonctionnement des machines meunerie, la conduite en marche normale et dégradée, le diagnostic des anomalies de fonctionnement des équipements, la sécurité des hommes et des installations, la propreté etc.</p> <p>L'exploitant indique que les habilitations sont nécessaires pour certains sujets, par exemple l'autorisation de signer les permis feu ou les plans de prévention, l'autorisation de conduite d'engins ou encore l'habilitation électrique. Pour les autres sujets, malgré le plan de formation et le guide de formation, aucune habilitation formalisée n'est faite. L'Inspection des Installations Classées note qu'une telle habilitation pourrait être formalisée.</p> <p>L'exploitant présente une "lettre de nomination annuelle pour la gestion de la sécurité" pour l'année 2023 indiquant, en réponse à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, la liste des personnes nommément désignées et formées à la conduite en sécurité des installations. Sont indiquées les personnes responsables de l'exploitation des différents silos et les personnes ayant les différentes habilitations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification après travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : GMP Marseille a mis en place des procédures particulières d'exploitation pour chaque équipement des installations (élévateurs, transporteurs à chaînes etc). Pour chaque équipement, les contrôles à effectuer en marche normale, en cas de dysfonctionnement et pour la (re)mise en service sont indiqués. La procédure des transporteurs à chaînes est présentée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>Constats : L'exploitant présente une procédure d'accueil et de formation pour chaque collaborateur et chaque personne des entreprises extérieures. Cette procédure est inscrite dans le référentiel GMP mentionné au point de contrôle n°1.</p> <p>Chaque personne doit avoir suivi une formation en e-learning avant de venir sur les installations. Cette formation reprend notamment les règles d'accès aux différentes zones, l'attitude à avoir en cas d'incendie, les zones Atex et les EPI.</p> <p>Une démarche "CARE" basée sur le respect de 8 règles d'or est mise en place sur le site : interdiction d'intervenir sur une installation électrique sans avoir le niveau d'habilitation requis, interdiction de pénétrer et travailler par point chaud dans une zone Atex sans en avoir eu l'autorisation etc.</p> <p>Pour chaque intervention d'une entreprise extérieure, un plan de prévention (PdP) est réalisé. Ce PdP peut être annuel et est signé par GMP Marseille et l'entreprise extérieure, et comporte la liste nominative des personnes pouvant intervenir pour l'opération. Le PdP donne également les consignes générales d'hygiène et de sécurité, les contacts, les plans du site, les consignes en cas d'accident ou d'incident, les documents à établir avant les travaux et l'analyse des risques qui donne notamment les mesures à prendre.</p> <p>Dans le cas de travaux par point chaud pouvant générer des risques, un permis feu doit être réalisé. Un exemple de permis feu rempli est présenté lors de l'inspection. Les risques signalés dans la zone de travail par point chaud ainsi que les précautions à mettre en oeuvre sont indiqués. La validité du permis est également mentionnée. Enfin, les contrôles et rondes de fin de chantier sont également tracés : ils sont réalisés a minima 2 heures après la fin de chantier par point chaud. Dans l'exemple présenté, un contrôle a été fait à la fin de chantier, à 2 heures et à 5 heures.</p> <p>Le respect du PdP et du permis feu est contrôlé par le responsable maintenance. Sa fiche de poste, présentée lors de l'inspection, indique de contrôler l'application des procédures de sécurité (des biens et de personnes) ainsi que des normes d'hygiène et HACCP pendant les interventions techniques.</p> <p>Tous ces points (plan de prévention, permis feu...) apparaissent dans le référentiel GMP et sont donc audités par le groupe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : La marche des transporteurs et des élévateurs est asservie à la marche des ventilateurs de dépoussiérage. L'exploitant indique un double asservissement : arrêt automatique des installations en cas de perte d'aspiration et impossibilité de démarrer les installations si l'aspiration n'est pas en fonctionnement. Cette barrière de sécurité est d'ailleurs valorisée en mesure de maîtrise de risques (MMR). Les critères de l'Ineris permettant cette valorisation ont été contrôlés lors de l'inspection. La maintenance préventive du système de dépoussiérage a également été vérifiée lors de l'inspection (plan d'entretien, suivi de la maintenance via la GMAO, etc). Une vérification annuelle par thermographie effectuée par l'Apave donne également lieu à un rapport. Le rapport de 2022 a été vu et conclue en l'absence d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Sur le site GMP Marseille, les transporteurs ne sont pas à bandes mais à chaînes. Les élévateurs à godets sont équipés de bandes en matériau non conducteur conformes à la norme NF EN 20-284 (conducteur) afin de limiter l'accumulation de charges électrostatiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Tous les équipements et installations électriques sont conformes à la norme NFC 15-100 pour le matériel basse tension. L'exploitant a présenté et transmis les rapports de vérification de l'Apave (certificat Q18) pour l'année 2022 ainsi que la levée de réserves formalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet